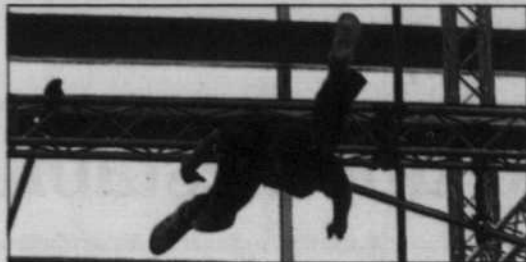


CIRQUE

L'École nationale présente son nouveau spectacle

Page B 6



TÉLÉVISION

Christiane Charette en direct ne reviendra pas

Page B 6

LE DEVOIR

LE MONDE

CABIER
B

Opération à Rafah

Israël s'attire la réprobation générale

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Des voix condamnant l'opération meurtrière menée par l'armée israélienne à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, se sont élevées dans les pays arabes et occidentaux, et même en Israël, où des députés de gauche ont critiqué le « bain de sang » dans la bande de Gaza.

Vingt Palestiniens ont été tués hier à Rafah, où l'armée israélienne a poursuivi une opération de grande envergure accompagnée de la destruction de maisons, qualifiée d'« énorme massacre » par Yasser Arafat. Dix-neuf Palestiniens ont été tués par des tir israéliens et le dernier par l'explosion d'un engin dont il voulait se servir contre des militaires.

Le bilan s'est alourdi après que les ambulances palestiniennes ont été autorisées à entrer dans le quartier de Tal al-Sultan, dans le camp de réfugiés de Rafah, où les combats les plus violents ont eu lieu. Parmi les morts figurent surtout des combattants, mais aussi un enfant de 11 ans et une adolescente de 15 ans.

Il s'agit de l'un des bilans les plus lourds en un seul jour pour une opération de l'armée israélienne en territoire palestinien depuis le début de l'intifada, en septembre 2000.

Depuis le 12 mai, date de la mort de cinq soldats israéliens dans une attaque palestinienne menée contre leur blindé, 34 Palestiniens ont été tués à Rafah et des dizaines de maisons ont été détruites par l'armée israélienne, ce qui a eu pour conséquence de mettre un millier de personnes à la rue, selon l'agence des Nations unies pour l'aide aux réfugiés palestiniens.

Israël ne s'est fixé aucune « limite de temps » pour l'opération à Rafah, a annoncé le ministre de la Défense, Shaul Mofaz.

Il a assuré que l'opération baptisée « Arc-en-ciel et nuages » ne « visait pas à démolir des maisons », mais à « rendre plus difficile la contrebande d'armes » par des tunnels traversant la frontière adjacente avec l'Égypte.

L'armée israélienne a assuré qu'elle n'entravait pas l'aide fournie aux Palestiniens, notamment aux sans-abris, par différents organismes internationaux et qu'elle fournissait elle-même une aide médicale.

Pendant la journée, selon des témoins, des hélicoptères israéliens ont survolé à faible altitude la ville et son camp de réfugiés, tirant épisodiquement des missiles ou faisant feu à la mitrailleuse lourde sur des hommes armés.

La branche armée du mouvement islamiste Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, a lancé un « appel urgent » à l'aide aux pays arabes et islamiques. Des milliers de Palestiniens ont ainsi manifesté à Gaza contre les « crimes de l'occupation à Rafah », à l'appel du Hamas.

Pour sa part, l'Autorité palestinienne a dénoncé l'opération israélienne en la qualifiant de « crime de guerre » et a appelé la communauté internationale à intervenir pour y mettre fin. « Ce qui se passe à Rafah est un énorme massacre planifié et ils [les Israéliens] comptent le poursuivre », a déclaré le président de l'Autorité, Yasser Arafat.

Le président américain, George W. Bush, a estimé de son côté que le regain de violence dans la bande de Gaza était « troublant », lors d'un discours prononcé devant une association américaine pro-israélienne à Washington. Le secrétaire d'État américain, Colin Powell, avait déclaré dimanche que son pays était opposé à la destruction de maisons. Mais le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan, a indiqué hier que les États-Unis « comprennent » les justifications données par Israël. En même temps, la Cour suprême d'Israël a rejeté un appel logé par 45 Palestiniens contre une menace de destruction de leurs maisons à Rafah, après des assurances données par l'armée.

VOIR PAGE B 2: RAFAH

Sonia décline l'héritage

La décision de l'héritière de la dynastie Nehru-Gandhi consterne ses partisans et surprend la classe politique indienne

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Guidée par sa « conscience » et sa « voix intérieure », Sonia Gandhi a décidé hier de renoncer à devenir première ministre de l'Inde. Nouvelle tout à fait consternante pour ses partisans, alors qu'on s'attendait au contraire à ce qu'elle annonce être en mesure de prendre les rênes du pays, à l'issue d'un entretien tenu en matinée avec le président A. P. J. Abdul Kalam pour discuter de la formation d'un nouveau gouvernement du Parti du Congrès.

La nouvelle a assommé la classe politique et la société indienne, à peine remise de la surprise électorale provoquée par la victoire aussi éclatante qu'inattendue du Congrès emmené par Mme Gandhi aux législatives de jeudi dernier. Entendre que l'on savait que le débat xénophobe sur les origines italiennes de Mme Gandhi la faisait douter. En revanche, l'annonce a fait remonter de façon spectaculaire les marchés boursiers,

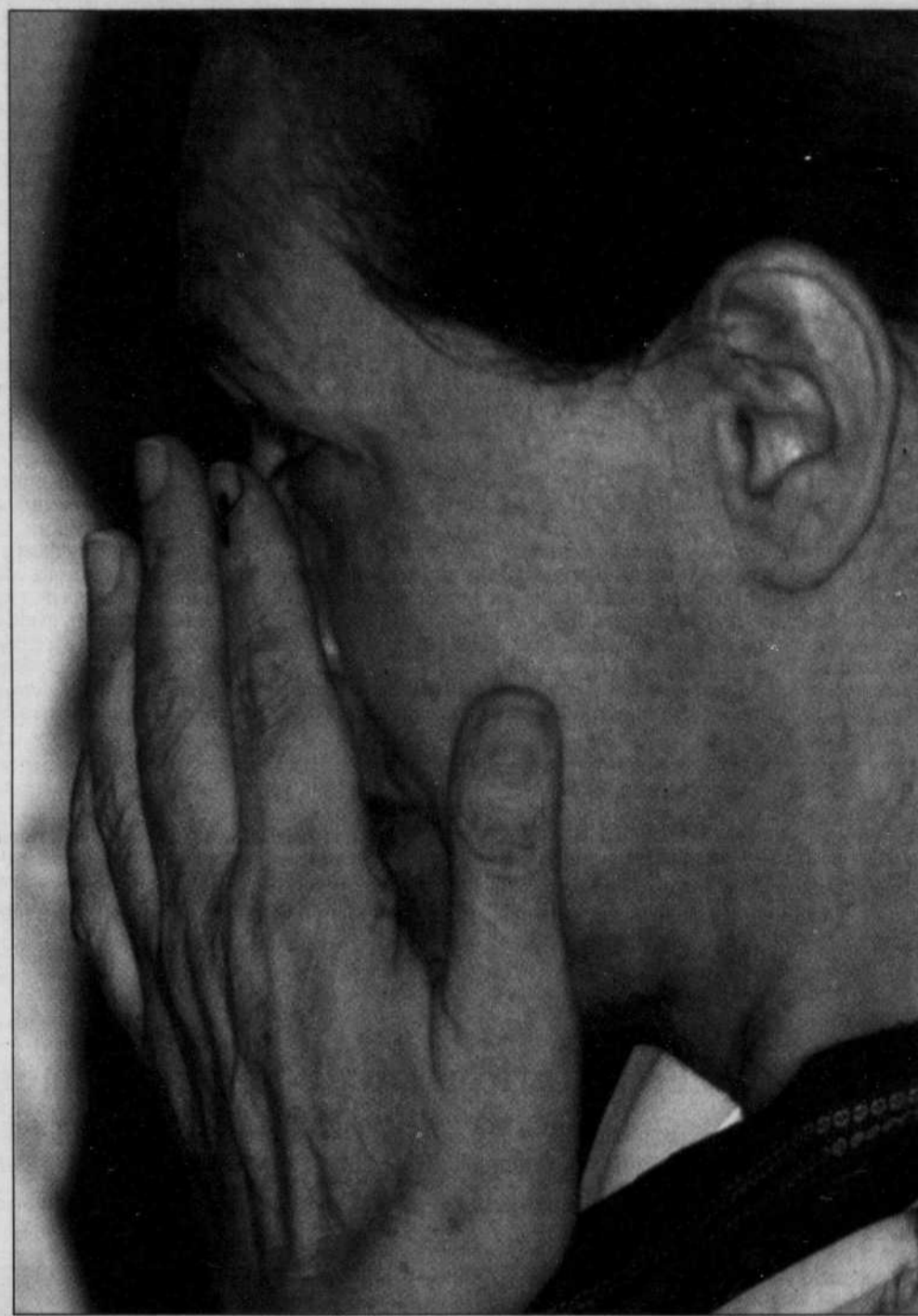
Le débat xénophobe sur ses origines l'a fait douter

qui avaient fait une chute historique, la veille, devant la crainte que le Congrès, tiré sur la gauche par ses influents alliés communistes,

ne remette en cause les réformes néolibérales appliquées depuis huit ans par le gouvernement défait des nationalistes hindous du Bharatiya Janata Party (BJP).

« Je dois humblement décliner ce poste », a déclaré Mme Gandhi à ses députés réunis d'urgence au parlement. Héritière de la dynastie Nehru-Gandhi qui a gouverné l'Inde pendant 44 ans depuis l'indépendance obtenue en 1947, la voici qui décline l'héritage. « Je n'ai jamais voulu être première ministre et ça n'a jamais été mon intention. »

Elle a aussitôt été interrompue par des cris de déception et de colère. Pendant plus de deux heures et demie, des députés ont pris la parole pour tenter de la convaincre de changer d'avis, mais en vain. « Je vous demande d'accepter ma décision, je ne la changerai pas, leur a-t-elle déclaré. Il n'en est pas question. C'est ma voix intérieure, c'est ma conscience. » Les premières rumeurs sur les « réticences » de Mme Gandhi avaient commencé à circuler dans l'après-midi. Relayées par des chaînes de télévision, elles ont poussé des milliers de ses partisans à se rassembler devant sa résidence du 10 Janpath, à New Delhi, signant des lettres de sang et menaçant de se suicider si elle



KAMAL KISHORE REUTERS

« Je ne changerai pas ma décision. »

ne revenait pas sur sa décision.

Mme Gandhi, âgée de 57 ans, semble avoir pris sa décision pour des raisons autant politiques que personnelles. Les nationalistes hindous et de larges pans de la presse indienne se sont élevés avant et après la victoire du Congrès contre l'idée qu'une « étrangère » puisse devenir première ministre de l'Inde — alors qu'elle a la nationalité indienne depuis 1984. Au pays de la plus grande démocratie du monde, l'affaire est l'objet d'un déchirant débat national, même si la

Constitution indienne ne connaît aucun empêchement à la désignation d'un chef de gouvernement né à l'étranger. Un commentateur du *Indian Express* s'est déclaré « profondément honteux » que les Indiens ne puissent s'entendre sur un « leader d'origine indienne », pendant qu'en editorial *The Times of India* estimait que l'élection du Congrès avait traduit le rejet de la « xénophobie bétifiante » du BJP.

Selon un de ses proches qui a refusé l'anonymat, Mme Gandhi a indiqué qu'elle redoutait un retour

des flammes des extrémistes hindous à propos de ses origines italiennes. « Ils sont prêts à tout », aurait-elle dit lors d'une réunion interne au Congrès. Elle aurait également confié à des proches ses craintes de ne pas parvenir, comme premier ministre, à jouer un rôle unificateur.

Il est par ailleurs de notoriété publique que Mme Gandhi est entrée en politique à son corps défendant et à l'insistance du Congrès, ainsi que l'affirme un vieux conseiller de la famille Gandhi, Rajiv Desai. On serait réticent à moins: l'époux de

Sonia Gandhi, Rajiv, et sa belle-mère, Indira, ont tous deux été assassinés alors qu'ils étaient premier ministre. Le premier en 1991, la seconde en 1984. Jyoti Basu, un vieux leader du Parti communiste indien (PCI) proche de la coalition formée par le Congrès, a affirmé hier que les deux enfants de Mme Gandhi, Rahul et Priyanka, craignaient pour sa vie. « On a perdu notre père, lui ont dit ses enfants. Nous ne voulons pas perdre notre mère », a-t-il déclaré.

Après l'assassinat de son mari en 1991, qu'elle aurait préféré ne pas voir entrer en politique, elle a résisté pendant sept ans aux pressions du parti avant d'accepter de prendre le relais, inquiète face à la montée du BJP et de son idéologie ethno-religieuse. En entrevue récemment avec New Delhi Television, elle a affirmé que son but était de « travailler avec d'autres afin que ce gouvernement [celui du BJP] disparaisse ». Hier encore, devant ses députés déçus, elle a déclaré que sa responsabilité « en cette période critique » était d'apporter à l'Inde « un gouvernement laïque qui soit fort et stable ».

Dans cette perspective, Sonia Gandhi présentait hier l'image d'une femme qui avait le sentiment d'avoir accompli sa mission — bien que certains croyaient toujours possible qu'elle change de nouveau d'avis. Elle doit en principe rencontrer une nouvelle fois le président Kalam aujourd'hui pour ficeler la formation du nouveau gouvernement de coalition qui naviguerait au centre et à gauche.

Un sikh comme premier ministre?

De sources proches du Congrès, elle aurait avancé les noms de Manmohan Singh et de Pranab Kumar Murkjee, deux anciens ministres des Finances, comme candidats au poste de premier ministre. Le favori serait M. Singh, architecte des premiers programmes de libéralisation économique entre 1991 et 1996, jugé capable de trouver un équilibre entre les revendications de la gauche et celles des entreprises. De dénomination sikhe, M. Singh serait le premier chef de gouvernement en Inde à appartenir à une minorité. Homme discret, M. Singh a tenté de débureaucratiser l'État indien à l'époque où il était aux Finances. Ancien directeur de la banque centrale indienne, il défend un « modèle économique mixte » dans lequel les entreprises d'État sont appelées à jouer un rôle important. Considéré comme un réformiste, sa conception de l'économie indienne n'en est pas moins en rupture avec la politique de privatisation du gouvernement sortant.

VOIR PAGE B 2: SONIA

Enquête sur le 11 septembre 2001

Les secours new-yorkais sous le feu des critiques

CATHERINE HOURS
AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — La commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001 s'est interrogée hier, à New York, sur les défaillances des secours ce jour-là, au cours d'auditions fortes en émotion pour les proches des victimes.

Devant quelque 200 parents des victimes, elle a commencé à auditionner les responsables des secours pour déterminer si les pertes humaines auraient pu être moins élevées dans les tours du World Trade Center (WTC).

La commission, qui auparavant avait eu accès à nombre de documents et d'interlocuteurs, a déjà publié un rapport préliminaire relevant des manquements. Elle signale notamment que le système d'appels d'urgence (911) s'est trouvé débordé, manquant d'informations, recourant seulement à des procédures standard, comme celle consistant à conseiller aux personnes de rester là où elles sont.

Elle souligne le manque de communications radio et de coordination

entre le 911 et les secours sur le terrain, ainsi qu'entre ces secours eux-mêmes. « Il y a eu un certain manque de communication entre la police de l'Autorité portuaire [propriétaire du WTC] et la police de New York, les pompiers, a dit le président de la commission, Thomas Kean, à la chaîne CBS. Comment cela a pu se produire? Est-ce que ces problèmes ont été réglés et quelles sont les leçons? C'est ce que nous cherchons à savoir. »

La commission, composée de cinq républicains et de cinq démocrates, en est à sa deuxième visite à New York, où 2749 personnes sont mortes dans ces attentats.

Interrogé hier sur l'absence de plan d'évacuation par hélicoptère depuis les toits, Alan Reiss, ex-directeur du WTC, a répondu que « ce n'était pas une option viable », du fait du vent et des installations.

Selon lui aussi, l'Autorité portuaire avait, avant le 11 septembre, pris en compte le danger terroriste, mais elle craignait avant tout un véhicule piégé ou le risque biologique et chimique. La tension est parfois montée dans la salle de la New School University.



MIKE SEGAR REUTERS

Les familles des victimes ont revu les scènes atroces.

« Vous semblez dire que tout a été de travers », a reproché Thomas Von Essen, chef des pompiers lors du drame, après qu'un membre de la commission, John Lehman, eut dénoncé un état d'impréparation « scandaleux ». « Il est scandaleux que vous fassiez une telle déclaration », a-t-il ajouté.

Des responsables de la police et des pompiers ont également nié que la vieille rivalité entre les deux maisons ait pu gêner les secours.

Leurs nouveaux chefs ont fait état de l'amélioration de leur préparation. « Nous sommes mieux préparés aujourd'hui à répondre à une attaque terroriste que nous

ne l'étions le 11 septembre » 2001, a dit le chef des pompiers, Nicholas Scoppetta, évoquant des heures d'entraînement spécial et un nouveau système de radio-communications.

Selon son homologue de la police, Ray Kelly, depuis le 11 septembre deux tentatives d'attentat ont été déjouées. Il a évoqué le millier d'hommes affectés chaque jour au contre-terrorisme, une « opération meilleure avec le FBI », une action internationale accrue.

Dans le public, l'émotion était palpable. Barry Zelman a perdu son frère le 11 septembre. « Il a été assassiné. Je veux savoir ce qu'ils savaient, si les tours étaient conformes aux normes », dit-il à l'AFP.

Certains exprimaient déjà leur frustration. « Je suis venue pour apprendre ce qui est arrivé, dit Sally Regenhard, dont le fils, Christian, fait partie des 343 pompiers disparus. Mais, jusqu'à présent, je n'ai pas entendu de réponse, juste beaucoup de discours sur la bravoure. » Aujourd'hui, la commission devait entendre l'ancien maire, Rudolph Giuliani. Elle doit remettre son rapport à la fin juillet.

• LE MONDE •

SONIA

SUITE DE LA PAGE B 1

Aussi le nouveau gouvernement aura-t-il à trancher sur la vente de ses intérêts dans des banques d'Etat, sur la privatisation d'Air India et d'Indian Airlines et sur la déréglementation de l'industrie pétrolière.

Le défi pour le prochain chef de gouvernement consistera à soutenir la croissance économique en Inde (une croissance de l'ordre de 8 % par année) tout en donnant aux réformes un «visage humain», pour reprendre l'expression utilisée par Mme Gandhi en campagne. Le Congrès et ses alliés de gauche doivent largement leur élection aux dizaines de millions d'électeurs pauvres qui ont été exclus d'une croissance économique qui a surtout profité aux élites urbaines et sur laquelle le BJP, armé de son slogan «L'Inde qui brille», a cru à tort pouvoir s'appuyer pour être réélu.

Politiquement, le Congrès redevient le premier parti du pays, mais il ne pourra gouverner sans former des alliances. Il a pour le moment l'appui d'une vingtaine de petits partis, ce qui confère à sa coalition une majorité de plus de 320 sièges sur les 543 du Parlement. Les communistes, les alliés les plus importants du Congrès, ont décidé qu'ils soutiendraient le gouvernement en lui fournissant leurs voix au Parlement, mais sans s'y joindre formellement. Au-delà de leur électorat, analysent les experts, les communistes (le PCI gouverne l'Etat du Bengale occidental depuis 26 ans, mais son rayonnement n'est pas national) pourront prétendre conserver leur indépendance d'esprit marxiste-léniniste tout en faisant jouer leur influence parlementaire auprès du Congrès.

RAFAH

SUITE DE LA PAGE B 1

«Il est complètement inacceptable de continuer à baptiser Gaza dans le sang», a déclaré à la télévision le député travailliste Avraham Burg, ancien président du Parlement, affirmant que «l'armée ne pourra pas résoudre le conflit entre les Palestiniens et nous». «Ces actions portent atteinte à des centaines de personnes qui n'ont rien à voir avec les violences ni avec le terrorisme», a estimé de son côté le député Yossi Sarid. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, a affirmé que ces démolitions étaient «inacceptables». Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a appelé Israël à deux reprises à mettre un terme à cette opération.

Les condamnations dans le monde arabe se sont également multipliées. La Jordanie a condamné «l'escalade israélienne dangereuse à Gaza, la mort de Palestiniens et l'agression continue à travers la démolition de maisons», a rapporté l'agence officielle Pétra. «Le gouvernement jordanien a demandé à Israël de mettre immédiatement un terme» à ces actions, a-t-elle ajouté.

Le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique Abdelwahed Belkeziz a estimé que les destructions de maisons «pourraient mener à une catastrophe humanitaire dans les territoires occupés». Dans un communiqué publié, il a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à «intervenir rapidement».

Irak: risques d'une déstabilisation accrue

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — Londres et Washington ont mis en garde hier contre la multiplication des tentatives de déstabilisation en Irak, à l'approche du transfert, fin juin, du pouvoir aux Irakiens, au lendemain de l'assassinat d'Ezzedine Salim, président en exercice du conseil de gouvernement intérimaire.

Quatre personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur la décapitation de l'homme d'affaires américain Nicholas Berg.

«Au fur et à mesure que nous nous rapprochons de la date du transfert du pouvoir, il y aura des tentatives de plus en plus fortes d'empêcher ce processus, car une situation d'occupation constitue une cible plus facile qu'un processus politique naissant», a déclaré Condoleezza Rice, conseillère du président George W. Bush pour la sécurité nationale, dans un entretien donné au quotidien français Le Figaro.

«Les difficultés que nous rencontrons sont plus importantes que ce à quoi nous nous attendions il y a

neuf mois», a également reconnu le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, sur les ondes de la BBC.

Ces craintes ont été avivées par l'attentat commis lundi contre le président en exercice du gouvernement intérimaire irakien, dont les funérailles ont eu lieu hier à Bagdad en présence des membres de l'exécutif irakien, des autorités de la coalition, conduites par l'administrateur américain Paul Bremer, et de l'émissaire de l'ONU, Lakhdar Brahimi.

Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a mis en garde contre tout optimisme, en soulignant que la date du 30 juin ne constituait «pas une date magique». «Est-il possible [qu'après le 30 juin] l'Irak retourne au chaos? Peut-être», a-t-il estimé.

Pour le ministre des Affaires étrangères de la Russie, Sergueï Lavrov, le transfert du pouvoir sera un simple «changement d'enseigne» qui n'enrayera pas la déstabilisation de la situation. Le roi Abdallah II de Jordanie s'est, à ce sujet, déclaré plutôt favorable à l'idée que l'Irak soit gouverné par un homme «fort», peut-

être un militaire, «capable de maintenir l'Irak uni dans les prochaines années».

La reconstruction de l'Irak ne nécessite pas une aide américaine supplémentaire importante, a estimé hier le secrétaire américain adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, devant le Congrès. Le Congrès avait octroyé en novembre une enveloppe de 18,6 milliards de dollars, dont seuls trois milliards environ ont été dépensés jusqu'à présent.

Trois militaires américains impliqués dans les sévices infligés à la prison d'Abou Ghraïb, près de Bagdad, doivent comparaître demain lors d'audiences préliminaires de la Cour martiale.

La découverte, lundi en Irak, d'un obus contenant apparemment du gaz sarin fait craindre aux autorités américaines que des attaques aux armes chimiques ne viennent désormais menacer leurs troupes.

Officiellement, MM. Rumsfeld et Wolfowitz, comme d'autres responsables du Pentagone, restent très prudents, soulignant la nécessité de nouvelles analyses pour confirmer la présence de ce gaz mortel.

Une «vitrine légale» de la résistance tente de se définir

SOPHIE SHIHAB
LE MONDE

Bagdad — «Tu as entendu la bonne nouvelle?» C'est ainsi qu'une étudiante irakienne a apostrophé une amie, lundi 17 mai, dans un restaurant des «beaux» quartiers de Bagdad. La nouvelle, celle de l'assassinat du chef de l'exécutif irakien, Ezzedine Salim, a été saluée également dans les quartiers où abondent les graffitis «Mort au Conseil de gouvernement», notamment ceux qui ont été investis quelques jours, début avril, par des hommes en armes — chiïtes dans la populaire Cité Sadr, sunnites à Adhamiya et ailleurs.

Ces réactions spontanées, à contre-courant des condamnations officielles, sont celles d'une population largement plus favorable à la «résistance armée», qu'il y a un mois et demi mais qui reste déboussolée. À preuve, la facilité avec laquelle un collègue des deux étudiantes — l'une sunnite, l'autre chiïte — les a fait changer d'avis: toutes deux ont vite reconnu la différence entre résistance et terrorisme, approuvant l'idée que l'Irak «ne doit surtout pas se laisser entraîner par les extrémistes adeptes des attentats suicide».

Plus significativement, deux organisations sunnites qui cherchent à se faire reconnaître comme «vitrines légales» de la résistance en Irak ont exprimé, lundi, la même position. Affirmant soutenir «la résistance armée légitime à l'occupation étrangère», elles évitaient jusqu'à présent de condamner les violences, même les attentats du type de celui de lundi, qui, selon les Américains, «portent la marque» du Jordanien Abou Moussab Al-Zarkawi ou d'al-Qaïda. C'est ce qui semble changer aujourd'hui.

«La violence n'est pas le bon chemin», a ainsi déclaré lundi Mohammed Bashar al-Faydi, porte-parole de

l'Assemblée des oulémas. Évoquant Ezzedine Salim, il a précisé que «cet homme en particulier» avait publiquement défendu «Fallouja, Najaf et Kerbela», hauts lieux des insurrections sunnites et chiïtes. Autrement dit, si la victime avait été un membre pro-américain de ce Conseil de gouvernement sous tutelle, l'Assemblée des oulémas aurait pu se taire, voire approuver... Mais la priorité, pour elle, semble de s'imposer comme interlocuteur, au nom du «peuple résistant», vis-à-vis de Lakhdar Brahimi, conseiller spécial de Kofi Annan.

M. Brahimi poursuit ses consultations avec tous les partis et personnalités d'Irak non engagés dans la lutte armée pour trouver une formule de gouvernement intérimaire, doté d'une souveraineté à définir, en vue d'un transfert de pouvoir le 30 juin. Cette annonce devait être faite avant le 20 mai mais aurait été repoussée de dix jours. Parmi ses nouveaux interlocuteurs figurent les membres d'un autre groupe religieux sunnite en quête de reconnaissance, le Haut Secrétariat pour les fatwas. Rival de l'Assemblée des oulémas, il se targue d'être plus influent auprès des groupes de combattants du «triangle sunnite», notamment à Fallouja: c'est après son intervention qu'a été signé (et respecté) l'accord de cessez-le-feu dans cette ville, négocié au départ par l'Assemblée des oulémas et par le seul parti islamiste sunnite représenté au Conseil de gouvernement, le Parti islamique.

Lundi, plusieurs membres de ce Haut Secrétariat, interrogés par Le Monde, ont dénoncé comme «plutôt nuisible» et «dangereux pour l'unité entre chiïtes et sunnites» l'attentat suicide du même jour à Bagdad. Mohammed Al-Machhadani, présenté comme le «chef politique des salafistes», une composante de ce groupe, a assuré vouloir «sortir de cette spirale de violences qui nous entraîne de l'Afghanistan à

la Palestine et de la Tchétchénie à l'Irak».

«Document de travail»

Ce médecin a fait partie de la délégation du Haut Secrétariat reçue, le 14 mai, par M. Brahimi, auquel elle a remis un «document de travail» de quatre pages. Il parle de «préserver la personnalité islamique» du pays tout en réclamant des élections, propose une formule de type «soviets» pour la formation du gouvernement intérimaire, une Assemblée constituante formée de juristes et d'oulémas, un «retour» de l'armée irakienne, la dissolution des milices... Mais surtout, «le dialogue direct avec la résistance légitime — à ne pas confondre avec les actes destructeurs commis par certains». La délégation devait être de nouveau reçue hier par M. Brahimi.

Le Haut Secrétariat pour les fatwas et l'Assemblée des oulémas ont organisé en mai, à Bagdad, des «congrès» élargis à des dizaines d'organisations pour «unifier l'opposition à l'occupation». Celui de l'Assemblée des oulémas avait un caractère arabe et islamiste.

Le congrès du Haut Secrétariat, qui s'est tenu à l'invitation d'un obscur Rassemblement républicain démocratique, s'est voulu plus laïque. Mais dans leur ombre se profilaient ex-baasistes, membres des services secrets de l'ancien régime, actifs ou non dans la «résistance». Des dignitaires chrétiens et des représentants de Moqtada al-Sadr étaient aussi présents des deux côtés. Mais les liens du chef radical chiïte seraient plus forts avec l'Assemblée des oulémas, dont la branche de Fallouja lui a rendu visite dimanche à Najaf, avec des camions d'aide humanitaire. Le Haut Secrétariat a déploré cette «prise de position, qui risque de faire le jeu américain consistant à diviser les chiïtes après avoir échoué à dresser les chiïtes contre les sunnites».



UNE PRÉSENTATION DE



Notre passion, la vie



Fondation Y des femmes
Women's Y Foundation

Félicitations aux Femmes de mérite 2004

Le 12 mai dernier, la Fondation Y des femmes de Montréal, lors de son 11^e Gala Femmes de mérite, rendait hommage à 13 femmes qui se sont illustrées par leurs réalisations tant personnelles que professionnelles, leur engagement social et leur contribution à l'avancement des femmes.



Léa Cousineau
Présidente,
Commission des
partenaires du
marché du travail
Pionnière
Pfizer



Anne Leahy
Institut d'études
internationales de
Montréal, UQAM
Grand prix Avancement
de la femme
Ministère des Relations
avec les citoyens et de
l'Immigration du Québec



D^{re} Francine Décary
Héma-Québec
Affaires et professions
Fédération des Caisses
Desjardins du Québec



Paule Baillargeon
Réalisatrice et
comédienne
Arts et culture
Loto Québec



Céline Galipeau
Société
Radio-Canada
Communications
Bell



D^{re} Mariella Pandolfi
Université de
Montréal
Éducation
Banque Nationale



Hazel Mah
Restauratrice
Entrepreneurship
RBC Banque Royale



Anila Madiraju
Collège
Marianopolis
Jeune
femme de mérite
Jacob



Diane M. Provencher
CHUM - Hôpital
Notre-Dame
Santé
Financière Sun Life



D^{re} Mona Nemer
Institut de
recherches cliniques
de Montréal (IRCM)
Sciences et
technologie
IBM- Services
conseils



Michèle Audette
Association des
femmes autochtones
du Québec
Services
communautaires
Hydro Québec

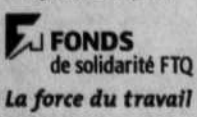


Peta Tancred
Université McGill
Services publics
Avon

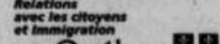
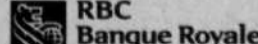
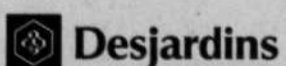
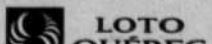
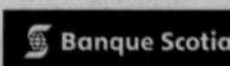
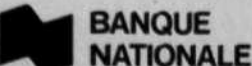
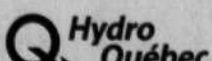
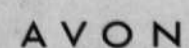


Jocelyne Bourassa
Golfeuse professionnelle
Sports et mieux-être
Banque Scotia

Cette publicité est une gracieuseté de



La force du travail



Merci à nos partenaires!

Le pape publie un livre

Cité du Vatican (Reuters) — Le pape Jean-Paul II a fêté hier son 84^e anniversaire en recevant en audience plusieurs visiteurs et en publiant un nouveau livre de mémoires. Jean-Paul II, de son vrai nom Karol Wojtyła, est né en 1920 à Wadowice, une ville pauvre du sud de la Pologne.

Hier, il a reçu en audience le premier ministre portugais, José Manuel Durao Barroso, et le président polonais, Alexander Kwasniewski, ainsi qu'une soixantaine de participants à un colloque sur les migrations humaines.

Souffrant d'arthrite et de la maladie de Parkinson, le pape est apparu ces derniers mois en meilleure santé qu'à l'automne dernier, lorsque, en plusieurs occasions, il avait dû confier à des collaborateurs le soin de lire ses discours. Il a prévu de se rendre en Suisse au mois de juin et en France au mois d'août.

Le pape a également publié hier un nouveau livre de mémoires allant de 1958, date de sa nomination comme évêque, à nos jours. Le livre, d'abord publié uniquement en Italie sous le titre *Debout, allons-y!*, devrait devenir un best-seller s'il suit les traces du volume paru en 1994, qui s'était vendu à 20 millions d'exemplaires. Les droits d'auteur seront versés à des œuvres.

EN BREF

Contre l'esclavage

Paris (Reuters) — Jacques Chirac a proposé hier que le G8 prenne «des cette année une initiative sur l'esclavage», ce «fléau que l'on croyait disparu» mais qui «renaît avec la mondialisation». «J'ai proposé à nos partenaires du G8 l'adoption de législations nationales dans chacun de nos pays afin de permettre les poursuites pénales contre nos entreprises, qui, en connaissance de cause, auraient recouru à des formes modernes d'esclavage dans des pays tiers», a déclaré hier le chef de l'Etat français.

Violence nigériane

Abuja (Reuters) — Le président nigérian Olusegun Obasanjo a déclaré hier l'état d'urgence dans l'Etat central du Plateau où plusieurs centaines de musulmans ont été massacrés par des milices chrétiennes au début du mois. On estime que plus de 600 d'entre eux ont péri dans un raid de milices chrétiennes le 2 mai. En représailles, le même nombre de chrétiens ont été tués par des musulmans à Kano.

LE DEVOIR

LE MONDE

Le Viêt-nam lance sa grande séduction

Le tapis rouge est déroulé pour les expatriés... qui se laissent désirer

Pour donner du pep à son développement économique, le Viêt-nam table sur un retour au pays de sa diaspora. Mais cet appel à la réconciliation risque de trouver un écho peu favorable chez certains Viêt kiêu (Vietnamiens expatriés) amers qui, malgré les réformes, cultivent encore la haine du régime communiste en place.

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Une tasse de thé au lotus fumant bien en main, Phùng Van Hanh a le sourire gêné, le fond des yeux marqué par 12 ans d'emprisonnement dans un camp de «rééducation» et la formule incendiaire: «Ce sont des criminels!», lance le président de la section montréalaise de la Communauté vietnamienne au Canada dans son bureau du quartier Côte-des-Neiges. «Ils peuvent toujours essayer de nous courtiser. Mais pour nous inciter à revenir dans notre pays natal, c'est d'un départ des dirigeants actuels que nous aimerions entendre parler, pas d'une résolution du Politburo.»

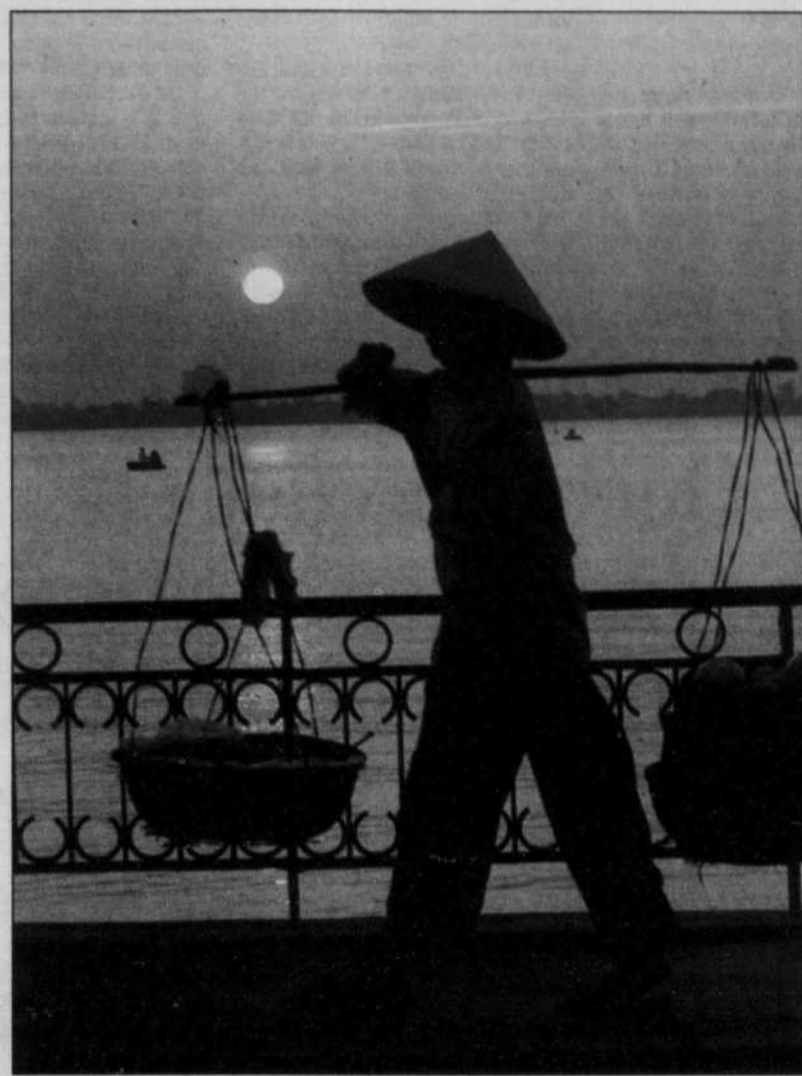
L'homme, qui a fui le Viêt-nam en 1988 sur un bateau de fortune en direction de la Thaïlande, n'a de toute évidence pas la langue dans sa poche. Et encore moins après s'être imprégné du texte de la résolution 36-NQ/TW adoptée à Hanoï le 26 mars dernier par le Politburo du Parti communiste vietnamien (PCV). Cette résolution reconnaît désormais les Viêt kiêu comme faisant «partie intégrante de la nation» mais aussi comme «facteur important dans les relations extérieures du pays».

C'est le sujet de l'heure chez les 250 000 Vietnamiens — des boat-people pour la plupart — et leurs descendants établis depuis 30 ans au Canada. Dans un élan d'ouverture, le gouvernement vietnamien fait désormais les yeux doux pour intégrer dans le processus de réforme économique amorcé en 1986 — baptisé *doi moi* — ceux et celles qu'il a fait fuir pendant la guerre et après la victoire du Nord sur le Sud, le 30 avril 1975. Avec un tapis rouge qui tranche avec les quelques politiques, dans le même esprit mais beaucoup plus timides, adoptées par le passé.

«C'est une démarche très importante pour le Viêt-nam», commente Nguyen Quoc Cuong, numéro 2 de l'ambassade vietnamienne, rencontré plus tôt en avril à Ottawa. «Beaucoup de choses ont changé chez nous dans les dernières années et, pour poursuivre dans la voie du progrès comme pour construire un Viêt-nam fort, nous croyons nécessaire aujourd'hui d'améliorer l'unité nationale.»

Passport pour Saïgon

La porte est donc grand ouverte. Et pour inciter les 2,7 millions de Viêt kiêu dispersés à travers le monde à la franchir, Hanoï annonce ses couleurs: les procédures administratives leur permettant de retrouver la nationalité vietnamienne (et le passeport qui l'accompagne) vont être simplifiées, davantage rendues publiques et surtout raménées à un prix unique pour être accessibles à tous, indépendamment



ARCHIVES REUTERS

Pour aider les expatriés à céder au chant des sirènes, il y a la propagande.

de la nationalité, de la religion, de la classe sociale et du lieu de naissance du demandeur, précise le Politburo, mais aussi sans tenir compte des raisons qui ont poussé les Viêt kiêu à planter, à une autre époque, leurs racines sur des terres moins tourmentées du globe.

Dans la foulée, le gouvernement vietnamien demande à ses services diplomatiques d'apporter l'«assistance appropriée» aux candidats au retour définitif mais aussi aux expatriés désirant simplement faire le voyage pour rendre visite à leur famille ou tisser des liens d'affaires. Avec un visa seulement.

Du côté économique, le régime en place sort ses incitatifs fiscaux pour encourager ses compatriotes exilés à investir au pays. Principalement dans les petites et moyennes entreprises déjà pilotées par des Viêt kiêu, explique-t-on dans la résolution. Quant à ceux qui préféreraient rester sur leur terre d'adoption, Hanoï n'en demeure pas moins intéressé à les voir construire des ponts vers leur patrie d'origine. Comment? En ouvrant des marchés pour les produits vietnamiens chez eux et en facilitant la coopération économique et les investissements d'entreprises et d'organisations de leur coin vers les vertes et chaudes contrées du pays d'Ho Chi Minh.

«Ce sont des points centraux de cette nouvelle résolution», lance le diplomate

Nguyen Quoc Cuong. Et, bien sûr, il va falloir se les approprier pour bien les expliquer à nos compatriotes.»

La partie n'est pas gagnée d'avance, compte tenu des rapports tendus qu'entretient la diaspora avec le régime communiste. «Nous sommes d'accord pour aider notre pays, mais pas le Parti!», résume Diép Trinh, de la Fédération vietnamienne du Canada.

La diaspora est d'accord pour aider le pays, mais le parti...?

Hanoï s'en doute bien et, pour transformer les expatriés en Viêt kiêu yêu nước (Viêt kiêu amoureux de leur patrie) plus aptes à succomber au chant des sirènes, le Politburo mise sur la propagande... et la création d'un «réseau fort d'information», histoire d'aider les réfugiés et leurs familles à mieux comprendre le Viêt-nam d'aujourd'hui, «ainsi que le Parti [communiste] et les politiques d'Etat», peut-on lire.

Le programme est chargé. Il repose entre autres sur le financement de cours de langue et de culture vietnamienne destinés aux enfants de la diaspora, sur des tournées d'artistes vietnamiens contemporains — de la trempe de la chanteuse populaire My Tâm, par exemple — à l'étranger et sur davantage d'investissements «pour offrir des programmes télévisés et radiophoniques de meilleure qualité à la communauté vietnamienne» d'outre-mer... de Chine méridionale.

«Cela doit également s'accompagner de consultations», précise le représentant au

Canada de l'administration du premier ministre actuel, Pham Van Khai. «Un comité spécial devrait aller à la rencontre des Viêt kiêu pour entendre ce qu'ils ont à dire, surtout les intellectuels vietnamiens expatriés, qui peuvent faire profiter leur pays natal de leur expertise pour écrire un nouveau chapitre de notre histoire.»

Question de confiance

L'intention est louable. Mais les mains et les cerveaux invités par Hanoï à construire le Viêt-nam de demain ne devraient pas se bousculer au portillon des aéroports Tan Son Nhat de Saïgon ou Noi Bai d'Hanoï, estime Diép Trinh. «Simple question de confiance», résume ce sexagénaire tout en posant les yeux sur les rizières en terrasses du nord du pays qui animent l'immense toile décorant les bureaux sommaires de sa fédération sur la rue Rochester, à Ottawa.

«Cette résolution est bien belle, dit-il. Mais les communistes ne disent jamais la vérité. Pourquoi les croire aujourd'hui?»

Phùng Van Hanh acquiesce... et ajoute: «Le système communiste vietnamien est un anachronisme, lance-t-il. Les dirigeants actuels essaient de réveiller en nous l'amour de la patrie. Mais ils n'ont pas saisi la réalité des choses. Nous vivons désormais dans des pays libres et démocratiques, où la liberté de parole et d'opinion domine. Pourquoi renouer avec leur dirigeant, leur corruption et leurs mensonges? Notre retour ne peut être conditionnel qu'à une seule chose: un mea-culpa du régime en place, qui doit reconnaître sa responsabilité pour les dégâts passés et présents avant de céder sa place à un gouvernement démocratiquement élu. Car ce n'est pas une poignée d'hommes versés dans le totalitarisme mais bien un peuple vietnamien émancipé qui doit choisir le chemin que le Viêt-nam doit emprunter pour l'avenir.»

Les mots sont durs. La critique sévère. Mais elle ne semble guère émouvoir le diplomate vietnamien Nguyen Quoc Cuong, qui connaît le refrain... repris en chœur depuis 30 ans par certains réfugiés devant l'ambassade à Ottawa. Et ce, chaque 30 avril, sombre date anniversaire, pour eux, de la chute de Saïgon.

«Ces manifestations sont par contre de moins en moins nombreuses», souligne l'homme atterré devant un thé vert dans l'immense salle de conférence aux murs défraîchis de la représentation diplomatique vietnamienne. Le Viêt-nam change et les Viêt kiêu aussi. Certes, les personnes plus âgées conservent toujours leur rage contre le gouvernement. Mais cela n'est pas constructif. On pourrait vivre encore dix ans comme ça [dans l'affrontement] ou encore, comme le fait de plus en plus la nouvelle génération, arrêter de se soucier du passé pour travailler ensemble.»

Cet appel à la réconciliation lancé par Hanoï et relayé à l'avenir par ses ambassades, près de 25 000 Canadiens d'origine vietnamienne, précise Nguyen Quoc Cuong, semblent d'ailleurs l'avoir entendu en 2003 en retournant pour affaires ou pour des vacances au pays d'Ho Chi Minh. Principalement pendant le Têt Nguyen Dan (le Nouvel An lunaire, fête la plus importante du calendrier vietnamien). De ce nombre, une trentaine ont même entamé les démarches pour renouer avec la nationalité vietnamienne, laissant ainsi le statut de Viêt kiêu pour devenir alors des Hoi huong, ces Vietnamiens expatriés qui reviennent au pays

L'ombre d'Abou Ghraïb plane sur les prisons américaines

ROBERT TANNER
ASSOCIATED PRESS

New York — Les associations américaines qui militent pour l'amélioration des conditions de détention aux États-Unis espèrent que le scandale des sévices infligés à des prisonniers irakiens par l'armée américaine va leur permettre de faire avancer leur cause.

Coincidence ou pas, deux des GI impliqués dans l'affaire des mauvais traitements à la prison d'Abou Ghraïb, à l'ouest de Bagdad, avaient travaillé, au civil, comme gardiens de prison aux États-Unis.

De nombreux cas d'abus commis par des gardiens ont été recensés au fil des ans dans les prisons américaines.

«Le système n'est pas contrôlé. En ce sens, c'est comme en Irak.»

plein soleil. La Cour suprême a finalement interdit ce procédé.

En 1993, au Massachusetts, un gardien a versé de l'eau bouillante sur le sexe d'un homme condamné pour avoir tué un enfant. Il y a également eu des condamnations pour viol et agression et des allégations portant sur des sévices plus graves.

Les directeurs de prison affirment que les choses se sont beaucoup améliorées ces dernières décennies. Mais les défenseurs des droits de l'homme notent la persistance d'une culture de la violence en prison, qui est aggravée, selon eux, par l'indifférence des hommes politiques et de l'opinion.

2,1 millions de détenus

«Le système n'est pas contrôlé, accuse Elizabeth Alexander, de l'Union américaine pour les libertés civiles. En ce sens, c'est comme en Irak.»

Une politique de répression plus dure a contribué à l'accroissement de la population carcérale aux États-Unis, qui s'élève actuellement à 2,1 millions de détenus, nombre qui a presque quadruplé depuis 1980.

Les responsables des prisons reconnaissent les risques de dérapage, affirme James Gondles, directeur exécutif de l'Association pénitentiaire américaine (ACA). «Vous avez un pouvoir presque absolu sur d'autres individus et c'est un système qui peut facilement engendrer des abus.»

LACA et une dizaine d'associations représentant les personnels pénitentiaires ont publié un communiqué dénonçant les sévices commis en Irak et affirmant que ceux-ci ne reflétaient en rien les pratiques en vigueur aux États-Unis.

«Je ne suis pas fier du fait que deux ou trois» soldats impliqués dans le scandale d'Abou Ghraïb «aient travaillé à temps plein dans des centres pénitentiaires aux États-Unis», déclare M. Gondles.

Mais les détracteurs du système carcéral américain voient un lien entre les problèmes rencontrés dans les prisons américaines et l'affaire des sévices en Irak. «L'essentiel des violences vient des gardiens», affirme Michael Blain, qui a passé plusieurs années en prison pour vol à main armée et qui travaille maintenant pour une association réfléchissant à des peines de substitution. Il y a des passages à tabac, des accidents, des morts non signalés, un peu à l'image de ce qu'on voit en Irak.»

Les partisans d'une réforme des conditions de détention soulignent toutefois que le problème des agressions et des viols entre détenus est encore plus grave que celui des violences infligées par les gardiens.

Par ailleurs, les possibilités, pour les détenus victimes d'abus, de saisir la justice ont été réduites par une loi adoptée en 1996, souligne Margo Schlanger, professeur de droit à Harvard. Cette évolution est préoccupante, ajoute-t-elle, car les tribunaux fédéraux jouent un grand rôle pour fixer des normes en matière de conditions de détention décentes.

Le «libéralisme rouge» semble porter fruits

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

L'image est frappante. Du delta du Mékong à la baie d'Along en passant par Ho Chi Minh-Ville (l'ex-Saïgon), Danang, Sapa, Hanoï et ses alentours, les fabricants de briques semblent désormais régner en maîtres sur le Viêt-nam.

Ils sont partout, sur le bord des routes, dans les villes de banlieue et même au cœur des villages éloignés, à pétrir la terre, rouge dans le sud et parfois grise au nord. Jour après jour, sous le soleil, et ce, afin de produire les millions de briques nécessaires à la construction du pays.

C'est que la République socialiste du Viêt-nam pousse. Vite. Très vite même, sous l'influence des capitaux étrangers que les réformes économiques — baptisées *doi moi* — ont permis d'attirer au pays d'Ho Chi Minh depuis le milieu des années 90.

Le «libéralisme rouge» à la sauce vietnamienne semble porter fruits. Avec, derrière les hôtels de luxe et les tours de bureaux — dotés d'accès Internet à haute vitesse — qui sortent du bitume défraîchi de Saïgon ou derrière les rangées de marchands de réfrigérateurs, de téléviseurs et de lecteurs de DVD de la rue Hai Ba Trung d'Hanoï, une réalité: le Viêt-nam est aujourd'hui l'un des pays d'Asie qui ont le vent dans les voiles le plus fort avec une croissance moyenne annuelle de 7,4 % depuis dix ans. Ce qui le place, pour l'état de santé de son produit intérieur brut (PIB), après la Chine, certes, mais devant l'Inde, la Thaïlande et l'Indonésie.

Mieux, la pauvreté, épidémie nationale pendant des décennies, qui touchait 58 % de la population en 1993, selon la Banque mondiale, a été ramenée en 2002 à un niveau de 29 %. «C'est beaucoup mieux qu'avant», lance Than, un artisan de Danang, quand on lui demande comment va la vie aujourd'hui dans son coin de pays. «Les conditions de vie se sont beaucoup améliorées pour un grand nombre d'entre nous. Mais ça pourrait encore être mieux.»

Sans doute. Mais depuis quelques années, malgré des signes économiques encourageants et l'arrivée de grandes multinationales des finances, de l'agroalimentaire et des pesticides, le *doi moi* commence à battre un peu de l'aile. Et le «petit tigre» est encore loin, avec ses infrastructures malmenées par le temps et son taux d'analphabétisme élevé, de rejoindre la famille des grands d'Asie: Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour.



ARCHIVES REUTERS

Les nouveaux hôtels ont poussé.

La crise financière qui a frappé l'Asie du Sud-Est n'a en effet pas épargné le Viêt-nam, qui s'est fait retirer, après le krach boursier, les capitaux de ces riches voisins et, plus tard, l'argent de son nouvel ami américain qui, en 1994, a décidé de lever son embargo sur les échanges commerciaux. Et il y a eu le SRAS, la grippe aviaire... Autant de freins qui poussent désormais le président Tran Duc Luong et le Parti communiste vietnamien (PCV) à repenser les réformes pour permettre au Viêt-nam de poursuivre sur sa lancée. Avec, dans la ligne de mire, les Viêt kiêu (Vietnamiens expatriés) comme facteur important d'un nouveau développement.

Des réseaux

«On veut leur frie», résume Rodolphe De Koninck, de la Chaire d'études asiatiques de l'Université de Montréal. «Hanoï a besoin d'investisseurs qui ont du capital mais aussi des réseaux. Les Viêt kiêu ont généralement tout ça et l'avantage en plus d'avoir des réseaux dans le monde capitaliste américain et européen, dans lequel les autorités vietnamiennes veulent aller puiser.»

L'équation n'a rien d'étonnant. D'autant que, dans le cas des expatriés, elle s'accompagne d'un terme non négligeable: l'attachement au capital, voire familial, qui fait de ces «immigrants», généralement bien éduqués, des candidats plus qu'idéaux. «Parce qu'avoir des capitaux, c'est bien, mais il faut aussi les compétences pour les utiliser», lance Phùng Van Hanh, président de la section montréalaise de la Communauté vietnamienne au Canada. «Et le Viêt-

nam aimerait bien en avoir plus en ce moment. Alors, il essaie de réveiller en nous l'amour de la patrie pour mieux exploiter nos compétences en gestion, en finances et en technologies avancées.»

Le pari comporte aussi sa part de risque. Car si les Viêt kiêu ont fréquenté de grandes universités et possèdent des réseaux d'influence dont le Politburo aimerait bien profiter à l'avenir, ils ont aussi planté leurs racines, au cours des 30 dernières années, sur des terres plus ou vertes. Avec, au quotidien, une information qui circule librement, un multipartisme dominant et surtout la possibilité de «s'opposer aux politiques du gouvernement en écrivant une lettre dans un journal sans craindre d'être directement jeté en prison», fait remarquer Diép Trinh, de la Fédération vietnamienne du Canada.

Or, même si les usines poussent, si les touristes affluent, si les épiceries et autres commerces découvrent les notions de variété et si les motos neuves pullulent dans les rues de Saïgon, le Viêt-nam d'aujourd'hui demeure encore et toujours, sur le plan politique, une république socialiste. Avec son parti unique, ses journaux franchement à la botte du Politburo, ses télévisions d'État et ses opposants au régime, que l'on fait taire, en 2003, pour avoir «enté de renverser le gouvernement du peuple», précise Reporters sans frontières dans son rapport annuel.

L'univers est un brin paranoïaque mais surtout «anachronique», dit Phùng Van Hanh. Et les Viêt kiêu pourraient bien, après 30 ans passés au Canada, aux États-Unis, en France ou en Suède, faire germer la graine de la dissidence, ce qui mettrait ainsi en péril l'équilibre politique du pays.

«Les dirigeants vietnamiens ne sont pas des enfants de chœur, dit M. De Koninck. Ils ont sûrement pensé à cet effet "cheval de Troie". Le risque doit donc être bien calculé. Mais il faut voir aussi que, à l'intérieur du PCV, plusieurs dirigeants sont de plus en plus en faveur d'une plus grande ouverture du pays. Ils sont prêts à voir le système s'ouvrir et ils préfèrent que ce soient des Viêt kiêu qui s'en occupent.»

Duc Trung, 35 ans, dentiste prospère de la région de Montréal, a les atouts du parfait candidat actuellement recherché par un Politburo qui tente de séduire sa diaspora. Mais après 29 ans de vie de ce côté de la planète, le jeune professionnel est catégorique: «Je me sens aujourd'hui plus canadien que vietnamien, dit-il. C'est ici chez moi. Pas là-bas. Et beaucoup de jeunes comme moi n'ont plus ce sentiment d'appartenance qui pourrait les inciter à retourner au Viêt-nam.»

CULTURE

EN BREF

Découverte de la Bibliothèque d'Alexandrie

(Le Devoir) — Le ministère égyptien du Tourisme affirme qu'une équipe d'archéologues égypto-polonaise a mis au jour le site de l'antique bibliothèque d'Alexandrie, disparue il y a près de 16 siècles.

Le meilleur ami des musées

(Le Devoir) — Le prix Meilleur(e) ami(e) des musées montréalais revient cette année à Charles S.N. Parent, vice-président de la Financière Banque Nationale.

Portes ouvertes dans les musées montréalais

(Le Devoir) — La fièvre des musées envahira la métropole le 30 mai prochain à l'occasion de la 18^e Journée des musées montréalais.

Un nombre élevé de Canadiens veulent que la culture et l'identité canadiennes soient solidifiées

PAUL CAUCHON LE DEVOIR

Alors que le Canada développe de plus en plus ses liens économiques avec les États-Unis, un nombre élevé de Canadiens veulent que la culture et l'identité canadiennes soient solidifiées, particulièrement par l'action gouvernementale.

Ainsi, selon un sondage Ipsos-Reid réalisé auprès de 1100 Canadiens pendant la première semaine de mai, neuf Canadiens sur dix estiment qu'il est de plus en plus

important de solidifier la culture et l'identité du pays.

Et 66 % des Canadiens approuvent l'importance pour le gouvernement de maintenir une culture distincte. Les trois quarts des Canadiens se disent fiers de leur culture et de leur identité.

Ce sondage a été commandé par Friends of Canadian Broadcasting, un groupe de pression créé il y a près de 20 ans, d'abord pour défendre le rôle de CBC et maintenant pour défendre plus largement l'identité et le contenu canadiens à la télévision.

Le groupe avait diffusé la semaine dernière la première partie de ce sondage, où il était indiqué que deux Canadiens sur trois croient que le gouvernement fédéral devrait intervenir pour limiter la concentration des médias.

Sur ce dossier, c'était d'ailleurs les répondants québécois du sondage qui étaient les plus interventionnistes.

Friends of Canadian Broadcasting semble vouloir utiliser ces données en prévision de la prochaine campagne électorale, puisque Ian Morrison, le porte-parole de l'organisme, indique que

«les politiciens doivent comprendre qu'une identité forte est une condition importante» si le pays veut être encore plus intégré aux États-Unis, au plan économique.

Ipsos-Reid a d'ailleurs analysé certaines réponses à la lumière des intentions de vote des répondants. On y découvre, par exemple, que le pourcentage de Canadiens qui veulent que le gouvernement soutienne une culture canadienne distincte est le même chez ceux qui s'appêtent à voter pour les libéraux, pour le NPD et pour le Bloc québécois, soit entre

71 et 73 %, mais il n'est que de 52 % chez les partisans conservateurs.

Selon le même sondage, 63 % des Canadiens croient qu'il faut maintenir un niveau minimal de programmes canadiens à la télévision et 57 % croient que les niveaux actuels ne vont pas assez loin, surtout en ce qui concerne les heures de grande écoute, entre 19h et 23h.

Selon les données obtenues, c'est au Québec et dans les Maritimes qu'on accorde le plus d'importance à la question du contenu et des programmes canadiens.

Québec accueillera une exposition consacrée à Rubens, en octobre

Peintre flamboyant de l'opulence des chairs, cet Anversois connaît un regain de popularité muséale à l'échelle planétaire

JEAN-FRANÇOIS NADEAU LE DEVOIR

Le Musée national des beaux-arts du Québec accueillera, à compter du 14 octobre 2004, une grande exposition consacrée à l'œuvre graphique du peintre flamand Rubens.

L'œuvre de Pierre Paul Rubens (1577-1640) témoigne déjà à elle seule de l'étonnante richesse de la peinture flamande. Peintre flamboyant de l'opulence des chairs, cet Anversois connaît un regain de popularité muséale à l'échelle planétaire.

Lille, capitale culturelle européenne en 2004, lui consacre cette année une grande rétrospective, tandis que le Musée des beaux-arts d'Arras (Pas-de-Calais) propose une exposition comparative de son œuvre et de celle de Poussin.

L'exposition présentée à Québec sous la direction de Mario Béland, conservateur de l'art ancien, retrace le processus de création des reproductions approuvées par le maître flamand: esquisses à l'huile, dessins préparatoires, planches de cuivre, épreuves corrigées, contre-épreuves et œuvres complètes jetteront la lumière sur cette part méconnue de son travail.

L'esthétique du maître sur la peinture religieuse Rubens ou ses collaborateurs commandaient eux-mêmes des reproductions à des graveurs renommés. Tout ce travail, depuis l'élaboration des esquisses desti-



Intitulée Samson et Dalila, cette gravure de Jacob Matham est inspirée de l'œuvre de Pierre Paul Rubens.

nées à la gravure jusqu'à la réalisation finale, était soigneusement contrôlé par le maître. Tout cela était même, au besoin, retouché de sa plume ou de son pinceau, explique Nico Van Hout, commissaire de l'exposition au Musée royal des beaux-arts d'Anvers.

«Les interventions critiques de Rubens ont fait naître des chefs-d'œuvre de l'art graphique, puissants et subtils à la fois, qui surpassent largement le niveau de la reproduction fidèle.»

A une époque où les droits d'auteur n'étaient encore l'affaire de privilégiés particuliers attribués arbitrairement, Rubens réussit à faire valoir des interdictions de publication pour les reproductions non approuvées de sa main.

Soixante et onze de ses œuvres jouissent ainsi du privilège des droits d'auteur.

Copyright Rubens permettra aussi de mieux comprendre l'influence de l'esthétique du maître sur la peinture religieuse du Nouveau Monde, promet Nico Van Hout.

L'exposition présentera des estampes tirées de la collection du Koninklijk Museum voor Schone Kunsten, du Stedelijk Prentenkabinet et du Musée Plantin-Moretus à Anvers. D'autres proviendront notamment du Rijksprentenkabinet d'Amsterdam, des Musées royaux des beaux-arts de Belgique, du Musée Narodowe de Poznan et du Getty Museum de Los Angeles. En tout, Copyright Rubens présentera plus de cent estampes ainsi que des huiles et des dessins du grand maître flamand.

La sœur de Bertrand Cantat s'interroge sur l'appel de sa condamnation

ASSOCIATED PRESS

Paris — «On est reparti dans le cauchemar.» La sœur de Bertrand Cantat, Ann, s'interroge dans une tribune publiée cette semaine dans Le Nouvel Observateur sur la décision de son frère de faire appel de sa condamnation à huit ans d'emprisonnement pour les coups mortels portés à sa compagne, Marie Trintignant.

«On est reparti dans le cauchemar pour des mois, peut-être des années. Il faudra encore attendre un procès, de longs mois avant un jugement et le retour de mon frère Bertrand en France», confie-t-elle, s'expliquant pour la première fois sur cette affaire afin de «rétablir l'équilibre».

«Je ne sais pas s'il aurait fait appel sans le revirement des Trintignant. On s'interrogeait tous: ne valait-il pas mieux qu'il rentre en France, pour enfin être pris en charge psychologiquement dans sa langue, se rapprocher des siens? Même si on était choqués par le

verdict, à la fois la peine et la qualification du crime.»

Pour Ann Cantat, qui avait présenté la comédienne à son frère, l'appel conservatoire des Trintignant était «juste de la cruauté». «On était en train de se résigner et je pense que Nadine Trintignant et son avocat le savaient [...] Eux qui, après le premier procès, avaient le culot de se dire satisfaits d'un verdict "équitable" et qui, trois semaines après, font appel.»

La sœur du chanteur de Noir Désir rapporte que Bertrand Cantat «n'en est pas encore» à envisager de reprendre sa carrière. «Le présent est encore trop oppressant. Dans un coin de sa tête, je pense qu'il espère revivre un jour, c'est-à-dire créer, construire. Mais il est loin de se dire: "Quand je referai un disque" ou "Quand je remonterai sur scène", ou, c'est un peu du même niveau, "Le jour où je retomberai amoureux", puisqu'il est convaincu que cela ne lui arrivera plus jamais.»

Décès de Tony Randall

ASSOCIATED PRESS

New York — Une figure populaire de la télévision américaine, le comédien Tony Randall, est mort. Il était âgé de 84 ans.

Surtout connu pour son rôle de Felix Unger dans la célèbre émission The Odd Couple, au réseau ABC, qui lui avait valu un Emmy, il a rendu l'âme dans son sommeil lundi soir, à l'issue d'une longue maladie, selon ses agents, Springer Associates. L'acteur avait contracté une pneumonie après avoir subi un pontage coronarien en décembre.

Il laisse sa femme, Heather Randall, qui lui a permis de devenir père pour la première fois à l'âge de 77 ans, et deux

enfants âgés de sept et cinq ans.

L'acteur avait été hospitalisé après avoir tenu la vedette, pendant un mois, dans une pièce de Luigi Pirandello présentée par le National Actors Theatre, qu'il avait lui-même fondé.

Dans un hommage rendu au comédien, connu pour son travail sur la scène autant qu'au petit et au grand écrans, toutes les lumières des théâtres de Broadway devaient être mises en veilleuse à 20h, hier.

Tony Randall, de son vrai nom Leonard Rosenberg, est né en 1920 à Tulsa, en Oklahoma. Il a mené des études à l'université Northwestern, à Chicago, et à l'université Columbia, à New York, où il a fait ses débuts à la scène en 1941.

À LA TÉLÉVISION

Table of TV programming for various channels (CANAL 5, TVA, etc.) across different time slots (18h00, 19h30, etc.).

NOS CHOIX CE SOIR

- Paul Cauchon RUMEURS: Une reprise qui vaut bien des nouveautés. Radio-Canada, 20h. SOLDATS/LES BARBARES: Documentaire sur l'histoire et l'importance du peuple viking. Historia, 20h. NI ROSE, NI BLEU: Un documentaire controversé, tout récemment présenté à la télévision, signé Joël Bertomeu, sur douze hommes à la découverte de leur identité masculine dans les bois. Canal Vie, 20h. SECRETS OF THE DEAD/D-DAY: Ce grand documentaire veut faire revivre les préparations du Jour J, le débarquement allié lors de la Seconde Guerre mondiale, dont c'est le 60^e anniversaire. PBS, 21h. LES FELUETTES: Une pièce célèbre de Michel Marc Bouchard, telle qu'adaptée au cinéma par John Greyson. Radio-Canada, 23h.

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

• CULTURE •

Carrefour international de théâtre de Québec

Le directeur et chef du Deutsche Oper quitte ses fonctions

AGENCE FRANCE-PRESSE

Berlin — Le directeur général de la musique et chef du Deutsche Oper, Christian Thielemann, va quitter son poste à la fin de la saison, conséquence de l'échec des négociations sur le budget de son orchestre avec la Ville de Berlin, a annoncé tard lundi soir la municipalité.

Thielemann, 45 ans, nommé directeur général de la musique en 1997 et dont le contrat court jusqu'en 2007, n'est pas parvenu à convaincre les autorités d'accorder à son orchestre un budget équivalent à celui de la Staatskapelle Berlin, l'orchestre de la Staatsoper Unter den Linden, dirigé par le chef israélo-argentin Daniel Barenboim, a précisé un porte-parole du ministère régional des Finances de la Ville-Etat.

Le chef, qui doit prendre cet automne la direction de l'orchestre philharmonique de Munich, avait donné un ultimatum, arguant que le faible budget de son orchestre berlinois était à l'origine d'une fuite de talents et d'un déclin de la qualité.

«Ce n'est pas une question d'avoir plus ou moins qu'un autre. Il s'agit de distribuer l'argent de manière plus juste, afin que chaque maison ait les mêmes chances», a déclaré M. Thielemann.

Une décision sur son remplacement ne sera pas prise avant la nomination d'un nouvel intendant, un poste vacant depuis la démission d'Udo Zimmermann en 2002.

La Staatskapelle bénéficie d'une subvention fédérale annuelle, surnommée le «cadeau du chancelier», à hauteur de 1,8 million d'euros (2,1 million de dollars). Eu égard à l'état catastrophique des finances de la capitale, lourdement endettée, une augmentation des subventions au Deutsche Oper qui aurait permis de combler le fossé n'était tout simplement pas possible, a souligné le porte-parole.

Berlin a trois opéras, hérités de la division de la ville et de sa riche tradition culturelle: le Deutsche Oper dans l'ancien Berlin-Ouest, le Staatsoper Unter den Linden, dans le cœur historique de la ville, dans l'ancien Berlin-Est, et la Komische Oper, l'opéra comique, également à l'Est.

ISABELLE PORTER

C'est les yeux pleins de larmes de pain que l'auteur de ces lignes témoigne du plaisir éprouvé lors des deux premières soirées du Théâtre à relais, dont elle a dû manquer la finale, hier soir, pour aller voir une autre production du Carrefour. Il est de ces tragédies!

Organisé par deux jeunes créateurs de Québec, Frédéric Dubois et Anne-Marie Olivier, le Théâtre à relais est essentiellement une application insuite de l'improvisation à l'univers du théâtre. Pendant trois jours, deux équipes rivalisent pour élaborer une pièce en dépit d'une série de contraintes. Il y a là certes quelque chose de sadique, mais ce fut quand même l'un des rendez-vous les plus jolis du Carrefour international de théâtre.

Dimanche matin, les deux équipes, composées chacune d'un metteur en scène et de cinq comédiens, reçoivent leurs premières instructions. Elles doivent créer un drame de 20 minutes autour du thème «Inuti-

lité, performance et démesure», avec pour accessoires une bouteille d'alcool, de la mousse de tourbe, deux sacs de plastique, des bas de nylon et du pain blanc tranché.

Après des heures à plancher sur la chose, l'équipe de la metteuse en scène Agnès Zacharie nous est arrivée dimanche soir avec le portrait d'une société totalitaire où les pleurs ne sont autorisés qu'à des fins de production industrielle. Comme si l'imaginaire n'avait pas encore assez travaillé, les comédiens déchiquetaient des tranches de pain pour simuler leurs pleurs...

Quant à l'équipe de Christian Lapointe, elle a croisé les histoires d'une fille obsédée par le vedettariat, de la gérante en burn-out d'un centre de relaxation et du quotidien des propriétaires d'un dépanneur. Olivier Choinière et Pascal Lafond avaient ensuite la nuit pour écrire quelque chose à partir de ce qu'ils avaient conçu leurs équipes respectives. Puis, leurs textes ont été confiés aux comédiens, qui les ont travaillés jusqu'à lundi soir.

L'équipe de Choinière s'est alors pointée avec un texte dense et délirant qui n'avait plus grand-chose à voir avec l'histoire de départ. On avait perdu la superbe folle incarnée par Marie-Ginette Guay, mais le pain, lui, subsistait: «Les gens qui mangent du pain Western pleurent du pain Western, les gens qui mangent du pain Multi-grains pleurent du pain Multi-grains, les gens qui ne mangent pas de pain ne pleurent pas.»

Pascal Lafond est resté plus près de l'improvisation de son équipe, dont il a tenté de définir l'intrigue et les personnages.

Le jury, composé notamment de la codirectrice du Carrefour, Brigitte Haentjens, de deux spectateurs, d'un ado et d'un perroquet à batterie, a donné de nouvelles instructions et renvoyé tout ce beau monde à ses devoirs, jusqu'à la finale d'hier soir, dont on peut présumer qu'elle a été enlevante.

Au-delà de la curiosité et de l'amusement, ce genre d'événement rapproche le public des créateurs en faisant ressortir toute l'énergie et la folie du théâtre, tout comme l'énorme défi que

représente la création. Il faut absolument revivre cela bientôt, au Carrefour ou ailleurs.

Le jeune Bernard veut devenir poète

Juste avant le Théâtre à relais, on a pu voir lundi soir *Une année sans été*, de Catherine Anne, d'après la vie et l'œuvre de Rainer Maria Rilke. La pièce, qui avait été créée l'an dernier à Québec par un groupe de finissants du Conservatoire, est jouée ce soir pour une dernière fois au Carrefour, avant d'être reprise au Péri-scope en février prochain. Le jeune Bernard veut devenir poète, mais il est jeune, justement, et ne sait pas quoi dire ni comment le dire. Autour de lui s'animent trois êtres qui se cherchent comme lui et l'aimeront sur la route qui le mènera vers lui-même. S'ajoute un personnage de secrétaire pincée un peu inutile pour l'intrigue, mais amusant quand même. La mise en scène toute en finesse et en douceur de Véronique Côté lui a valu le Masque de la révélation cette année. Voilà un très beau spectacle qui respire la fraîcheur, quelle que soit la saison.

THÉÂTRE

Guerre d'images

LEITMOTIV

Drame musical de Michel D. Robidoux (environnement sonore) et Normand Canac-Marquis (texte). Mise en scène de Daniel Meilleur. Vidéo d'Yves Dubé. Lumière de Don Franklin et Nancy Longchamp. Costumes et accessoires de Jill Thomson. Avec Noëlla Huet, Caroline Lavigne et Martin Rouleau. À la Cinquième Salle de la PDA, les 20, 21 et 22 mai.

MARIE LABRECQUE

S'il y a un motif récurrent dans l'aventure humaine, c'est bien la guerre que les hommes se livrent entre eux. Créé en 1996 sur fond de conflit meurtrier en ex-Yougoslavie, *Leitmotiv* revient à Montréal pendant que tous les yeux sont tournés vers le champ de bataille irakien. Un bref retour dans sa ville d'origine pour la production du Théâtre Les Deux Mondes, qui a bourlingué dans 20 pays.

Conçu à partir de la partition sonore de Michel D. Robidoux, *Leitmotiv* est d'abord une expérience formelle. Sa composition atmosphérique et l'aspect visuel sont à l'avant-plan de ce drame musical multimédia-tique. D'une mineur générale, l'histoire — celle d'une «guerre comme une autre» dans un «pays comme un autre» — aspire à une dimension universelle.

Rosa décrit à la fille qu'elle a abandonnée à sa naissance les circonstances qui ont mené à son exil. Il y a 50 ans, elle aimait Pierre. Mais une lutte fratricide — opposant le peuple du jour à celui de la nuit — a séparé les amoureux en deux camps ennemis, elle dans la résistance, lui réquisitionné par

l'armée. Ils pourraient être juive et allemand, musulmane et serbe.

La trame est suffisamment ouverte et archétypale pour que les peuples éprouvés par la guerre puissent y projeter leurs propres drames. Mais pour ceux qui ne l'ont pas vécue, le récit risque de paraître trop schématique, trop dépourvu de chair pour toucher. Réduite à quelques gestes entendus, l'illustration de l'amour entre Pierre et Rosa semble un peu convenue.

Malgré la sensibilité du court texte de Normand Canac-Marquis, la narration sentie de Caroline Lavigne et les puissantes envolées vocales de la mezzo-soprano Noëlla Huet, la dimension multimédia-tique du spectacle éclipe généralement les interprètes. Les scènes les plus fortes sont les plus incarnées, la douleur fulgurante d'un viol ou la torture physique d'un corps dénudé.

Peut-être a-t-on voulu montrer ainsi les êtres humains fragilisés par la mécanique écrasante de l'Histoire? Car la tragédie que raconte *Leitmotiv* reste subordonnée à un déploiement visuel et technique impressionnant. Jeu d'ombres chinoises, de projections vidéo, kaléidoscope de couleurs, bombardement d'images habile: le spectateur en a plein la vue et les oreilles. Une esthétique un peu trop lé-

chée pour la gravité du thème? En fait d'images guerrières, celles qui nous parviennent du front irakien ces jours-ci rappellent que, peu importe les prétentions des armées du XXI^e siècle, la guerre n'a rien de propre. Avouons que ces photos sont difficiles à concurrencer sur le plan de l'horreur. La transposition poétique de *Leitmotiv* ne fait pas toujours le poids.

Les scènes les plus fortes sont les plus incarnées, la douleur fulgurante d'un viol ou la torture physique d'un corps dénudé

Du soleil algérien aux neiges montréalaises

MONTREAL LA BLANCHE

Une pièce de théâtre documentaire de Bachir Bensaddek. Mise en scène: Philippe Ducros assisté de Mérisa Tordjman. Scénographie: Marie-Claude Pelletier, Frédérique Lessard et Sharon Scott. Costumes: Nadia Bellefeuille. Éclairages: Yan Lee Chan. Musique: Ludovic Bonnier. Voix: Charles Imbeau. Avec: Joseph Antaki, Hynda Benabdallah, Saïd Benyoucef, Karim Bourara, Ariel Ifergan, Michel Mongeau et Elkahna Tabi. Une production de Projet Porte Parole présentée au studio du Monument-National du 7 au 29 mai 2004, à 19h30.

SOLANGE LÉVESQUE

Annabel Soutar et Alex Ivanovici, directeurs artistiques de «Projet porte parole» se donnent pour mission de présenter des spectacles théâtraux bilingues ayant pour matériau de base des entrevues réalisées auprès de personnes choisies au hasard ou à partir d'un sujet donné, selon les besoins de la pièce. La méthode a déjà donné de très bons résultats (*Novembre, 2000 Questions, Santé!*). Dans *Montréal la blanche*, le texte qui émane lui aussi de dialogues et d'entrevues enregistrés a été organisé par Bachir Bensaddek et se concentre sur l'expérience d'immigrés algérois (femmes et hommes) installés au Québec. La pièce se compose donc d'une série de petites vignettes qui montrent les tribulations de cette population pour s'intégrer, s'acclimater, trouver du travail, etc. Ils ont été plus de 163 000 accueillis par le Québec entre 1998



Dans *Montréal la blanche*, un grand taxi sectionné en trois occupe presque tout l'espace de la scène recouverte de neige. Le chauffeur, c'est Amokrane, le remarquable comédien Saïd Benyoucef.

et 2002, nous apprend-on en voix off au cours de la soirée, parmi lesquels 50 % de ceux qui sont capables de travailler n'ont pas trouvé d'emploi stable.

Un grand taxi sectionné en trois occupe presque tout l'espace de la scène recouverte de neiges (d'où le titre; Montréal, comme Alger, peut être blanche à sa manière); le coffre arrière de la voiture servira de bureau de travail dans certaines scènes. Et c'est le chauffeur de ce taxi, Amokrane (remarquable Saïd Benyoucef), qui demeure le personnage le mieux développé et le plus intéressant de la pièce. C'est lui qui recueille les témoignages spontanés de ses clients dans

une situation toute naturelle, et qui doit faire face, à partir de sa propre culture, aux diverses réactions de ceux-ci. On fait connaissance avec les autres personnages dans les bureaux de conseillers relevant du gouvernement fédéral ou de la ville de Montréal, ou dans un espace réservé sur la mezzanine de la salle qui figure les domiciles des nouveaux résidents, domiciles ingénieusement suggérés à l'aide de diapositives.

Les intentions sont louables et on ne peut certes pas critiquer la valeur des témoignages; sur le plan dramatique, on doit toutefois constater que la pièce demeure en deçà de l'efficacité qu'elle pourrait

atteindre et n'a pas la force d'impact des autres œuvres proposées par Projet Porte Parole. À certains moments, elle paraît décousue. Il lui manque des personnages mieux campés; si le texte ou la mise en scène nous les faisaient connaître davantage, on s'attacherait à eux et les difficultés qu'ils rencontrent nous toucheraient davantage. Il n'en demeure pas moins que la démarche de Projet Porte Parole est aussi essentielle qu'originale.

Après les représentations des 20, 21, 27 et 28 mai, des animateurs et conférenciers d'origine algérienne participeront à des forums publics auxquels les spectateurs sont invités.

CINÉMA

L'amour à bout de souffle

TOUTES LES FILLES SONT FOLLES

Réalisation: Pascale Pouzadoux. Scénario: Pascale Pouzadoux, Antoine Duléry. Avec Barbara Schulz, Camille Japy, Antoine Duléry, Isabelle Nanty, Jean Dujardin. Image: Emmanuel Soyer. Montage: Reynald Bertrand. Musique: Laure Talazac. France, 2003, 85 minutes.

ANDRÉ LAVOIE

Toutes les filles sont folles, ce n'est pas seulement le titre du premier long métrage de Pascale Pouzadoux. Un flot quasi perpétuel de comédies françaises semble croire la même chose et tend à le démontrer avec une insistance qui frise la malveillance.

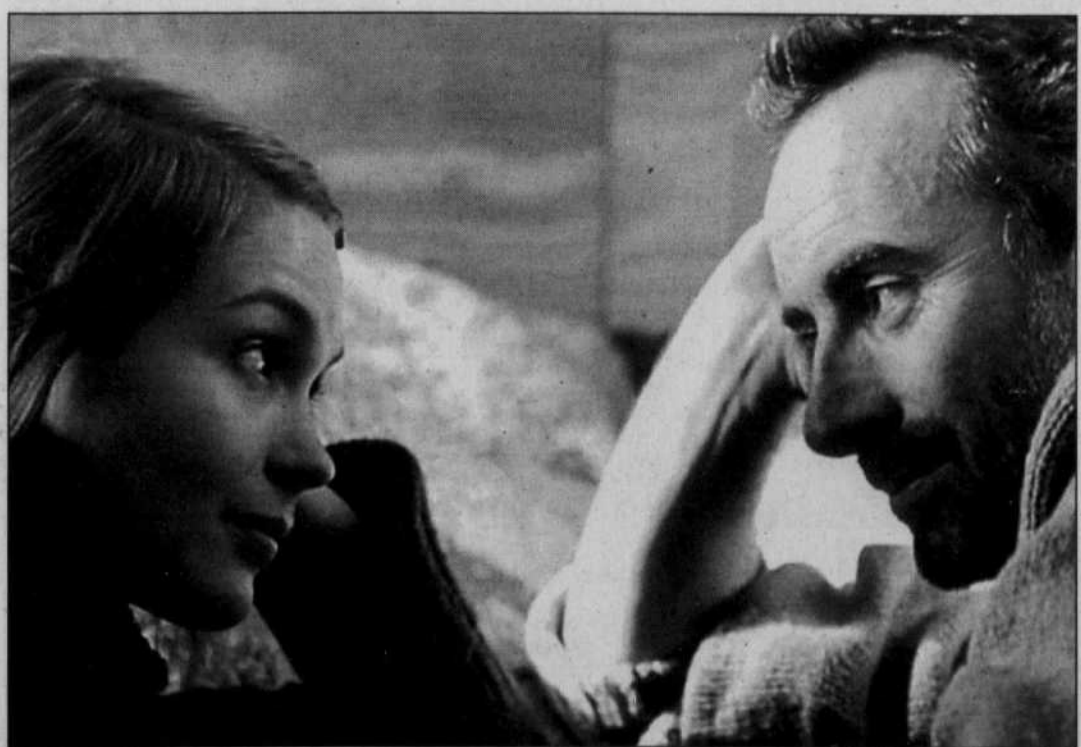
Les intentions de Pascale Pouzadoux se veulent pourtant louables, épinglant avec dérision les affres du célibat forcé et célébrant l'énergie qu'il faut consacrer pour mettre la main sur la perle rare. Toutes n'ont malheureusement pas la grâce, la candeur et la créativité d'Amélie Poulain pour parvenir à leurs fins, un constat qui relève de l'évidence lorsqu'on voit les personnages de *Toutes les filles sont folles* s'époumoner à ce point.

On se demande d'ailleurs si Céleste (Barbara Schulz, se donnant des airs à la Audrey Tautou) et Rosalie (Camille Japy, pleine de charme et d'assurance) prennent parfois le temps de respirer dans ce tourbillon d'aventures, capables à la fois de scruter les petites nuances personnelles tout en ayant les flics à leurs trousses... Elles n'ont pourtant rien de

Thelma et Louise, même si Camille se donne des airs de fille rebelle. Sa sœur Céleste n'en peut plus d'être seule et, après une série de déceptions dont je vous épargne les détails, décide de kidnapper un homme à son goût, bien installé sur sa civière en attente d'une opération. Bien sûr, il y a méprise: La pauvre victime, Raoul (Antoine Duléry, très connu comme le pendant français de Guy A. Lepage dans la série *Un gars, une fille*), trouve les deux femmes un peu timbrées mais comprend qu'elles cherchent la même chose que lui. Et comme si la dose d'absurdité n'était pas déjà assez forte, on leur colle aux pattes un curieux tandem de représentants de la loi, Lorenzi (Jean Dujardin) et Vanille (Isabelle Nanty) jonglant eux aussi avec leurs insatisfactions sentimentales et autres obsessions libidineuses.

La cinéaste a visiblement voulu faire de *Toutes les filles sont folles* un véritable feu d'artifice de situations cocasses, de répliques mordantes, assorti de ruptures de ton où l'on passe de la comédie débridée à la romance au climat intense. Elle y va même d'une parodie de la célèbre scène d'ouverture du *Mépris*, de Jean-Luc Godard, et c'est Antoine Duléry qui à l'insigne honneur de caricaturer Brigitte Bardot... Tout cela est parfois bien amusant, mais cette cavalcade de célibataires en délire atteint vite ses limites et met parfois les nôtres à l'épreuve.

Les pauvres hommes du film cherchent à comprendre «la malaise féminin actuel», rêvant de «percer leur mystère». Pascale Pouzadoux n'a guère de réponses satisfaisantes à leur fournir, trop occupée à gérer la course folle de ses personnages. Et nous de les regarder s'éloigner peu à peu.



SOURCE IXION COMMUNICATIONS

La cinéaste Pascale Pouzadoux a visiblement voulu faire de *Toutes les filles sont folles* un véritable feu d'artifice de situations cocasses, de répliques mordantes, assorti de ruptures de ton où l'on passe de la comédie débridée à la romance au climat intense.

Marché francophone de la poésie

27 au 30 mai 2004
Place Gérard-Godin
et maison
de la culture
Plateau-Mont-Royal
Mont-Royal

LE DEVOIR

CULTURE

Festival de Cannes

Du Québec à la Thaïlande

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Cannes — Le pavillon du Québec bourdonne comme une petite ruche cette année. Jamais la délégation de la SODEC ne s'est sentie autant sollicitée qu'en ce 57^e festival. Pour la première fois, le drapeau fleurdelisé flotte au Village international derrière le Palais, comme ceux des États souverains. Ça prenait Cannes pour reconnaître au Québec, mine de rien, le statut de pays. Notre vogue soudaine se joue dans la foulée des *Invasions Barbares*, bien sûr, mais aussi de *La Grande Séduction*, qui vient de franchir le cap des 300 000 entrées en France, une audience énorme pour une comédie étrangère. Faut battre le fer pendant qu'il est chaud. Le Québec a moins à offrir en 2004 que l'an dernier, mais il n'arrive pas non plus les mains vides.

Aujourd'hui, *CQ2*, de Carole Laure, sera présenté à la Semaine de la critique. Hier, *Accordéon*, de Michèle Cournoyer, animation de métamorphoses, était projeté en compétition officielle aux côtés des autres courts métrages en lice. Les films d'animation *L'Homme sans ombre*, de Georges Schwizgebel, et *Ryan*, de Chris Landreth, ont eu aussi leurs projections. Ces trois films, de même que *Ce qu'il reste de nous*, présenté en fin de semaine, sont produits ou coproduits par l'ONF, très actif au marché du film. Cannes est aussi une *business*, où des ententes se tissent et se défont.

Hier, j'ai rencontré Chris Landreth, dont le *Ryan* est particulièrement original. Le court métrage a

remporté il y a trois jours un prix d'honneur au Toronto Worldwide Short Film Festival et sera bientôt en compétition au festival d'animation d'Annecy.

L'action de ce documentaire animé se situe à Montréal. Le film retrace le parcours du cinéaste d'animation Ryan Larkin. Ce dernier fut, au cours des années 60, une étoile de la profession et le protégé de Norman McLaren à l'ONF. En 1969, son film *Walking a été* en nomination pour un Oscar. En 1972, *Street Music* renforça son statut de star. Mais l'alcool et la coke l'ont aspiré. Aujourd'hui, Ryan Larkin mendie de l'argent sur le boulevard Saint-Laurent. Rien ne va plus.

Chris Landreth, qui vit à Toronto, possède une formation d'ingénieur mécanique, mais il fait de l'animation depuis douze ans. Jouant avec l'ordinateur, il a créé, dans *Ryan*, des personnages hallucinés qui s'effacent à moitié, se désarticulent sur des images surréalistes et psychédéliques. L'œil du héros entre génie et délire fixe la caméra.

J'ai fait 20 heures d'interviews avec le véritable Ryan Larkin, explique Chris Landreth. *Le plus difficile pour moi fut de réduire son témoignage aux treize minutes du film.* La voix du réalisateur brisé parcourt le film pour évoquer son histoire en répondant aux questions de Chris. Ce film appartient au genre hybride de la docu-animation. Surprenant résultat, vraiment exceptionnel. Le cinéaste vise une nomination aux Oscars, qu'il pourrait bien décrocher.

Hier, petit exploit de la journée: j'ai arraché un

rrire à Gilles Jacob, le président du Festival de Cannes, d'habitude austère comme une porte de prison. Je lui ai demandé (sans trop y croire, quand même) de m'accorder une entrevue pour son film. L'homme n'a pas une minute à lui, on le comprendra. Ma requête saugrenue eut le mérite de le déridier un instant. *Vous savez, je dois m'occuper de tout ça...* Et il désigna le festival en entier avec un grand geste.

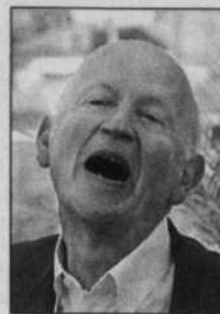
Gilles Jacob présente depuis quelques années des montages d'images en fragments tirés des 25 dernières éditions du festival. Après *Histoire(s) de festival* et *Les Marches*, etc., il nous montre en 2004 *Épreuves d'artistes*, collant des bouts de conférences de presse avec des entrevues de grands cinéastes à Cannes. C'est un quart de siècle de mémoire du festival qui se déroule en accéléré. Tout le monde vient faire son tour de piste: Fellini, Woody Allen, Coppola, Scorsese, Godard, Bresson, Tarkovski, etc. On entend le Finlandais Aki Kaurismäki annoncer la fin du monde pour 2001, «à cause de la stupidité des hommes». «Je voudrais célébrer la liberté de ressentir sans comprendre», y lance Lars von Trier en parlant du cinéma.

Les frères Coen sont en compétition à Cannes avec *The Ladykillers*. Le film est sorti à Montréal depuis plusieurs mois, alors inutile de vous en entrete-

nir. Ça donne l'occasion à la célèbre fratrie américaine de venir sur la Croisette avec leur acteur Tom Hanks. *The Ladykillers* n'est pas un grand Coen, mais une chouette comédie hilarante ayant peu d'espoir de palmarès...

Pour la première fois cette année, la Thaïlande a atterri en compétition avec un film vraiment exotique, dérangeant dans sa forme. *Tropical Malady*, d'Apichatpong Weerasethakul, constitue un diptyque. Sa première partie est contemporaine avec une forme assez statique. On y suit l'amourette homosexuelle d'un jeune campagnard et d'un soldat, entre sorties au cinéma et visites au temple.

Mais, à mi-parcours, surprise! Le film change de voie et pénètre un territoire d'étrangeté. Quand le campagnard disparaît, son compagnon part à sa recherche dans la jungle, et les légendes de son enfance s'entremêlent à ses peurs. La bête fantomatique qui a sans doute égorgé Tong se matérialise, les pages de livres de contes s'ouvrent entre les scènes. Ni musique, ni dialogues. Seulement des bruissements, des feulements, le craquement des feuilles. Il est difficile de rendre une légende à l'écran, mais, durant cette seconde partie de *Tropical Malady*, l'atmosphère s'est imposée. On a eu vraiment l'impression de pénétrer un territoire vierge au cinéma et, à ce titre, presque indéchiffrable: celui de la mystérieuse Thaïlande.



Gilles Jacob

Les pages de livres de contes s'ouvrent entre les scènes. Ni musique, ni dialogues. Seulement des bruissements, des feulements, le craquement des feuilles. Il est difficile de rendre une légende à l'écran, mais, durant cette seconde partie de *Tropical Malady*, l'atmosphère s'est imposée. On a eu vraiment l'impression de pénétrer un territoire vierge au cinéma et, à ce titre, presque indéchiffrable: celui de la mystérieuse Thaïlande.

TÉLÉVISION

Christiane Charette est écartée de la saison 2004-05 de Radio-Canada

FRÉDÉRIQUE DOYON
LE DEVOIR

L'animatrice qui incarnait tout ce qu'il restait de culture à la télévision de Radio-Canada (SRC) ne figurera pas à la programmation 2004-05. Le projet d'un talk-show quotidien animé par Christiane Charette tous les matins a fait mouche, a annoncé hier le directeur général des programmes, Mario Clément. L'animatrice et productrice était en négociation avec la SRC depuis quelques semaines.

J'avais entrepris une négociation sur les moyens et la nature de cette émission, mais on n'a pas trouvé de terrain d'entente, explique celle dont le talk-show hebdomadaire *Christiane Charette en direct* se déroulait chaque dimanche au bar montréalais Chez Roger depuis 2002. L'animatrice tenait d'ailleurs mordicus à ce que la nouvelle émission «soit faite dans un lieu public», confiait-elle récemment au *Devoir*.

Selon le communiqué de la SRC, la présence de Christiane Charette «aurait constitué une plus-value pour les téléspectateurs», mais «les besoins identifiés et les développements prévus à la grille de la prochaine saison empêchaient de [lui] faire une autre offre». La direction avait déjà signifié à l'animatrice qu'elle ne voulait plus investir autant d'argent dans la case horaire du dimanche, mettant fin au long cycle *Christiane Charette en direct*.

J'ai adoré l'expérience de faire plusieurs éditions de Christiane Charette en direct, témoigne la récente lauréate du *Métronome* Meilleur



PATRICK SANFAÇON

Christiane Charette

animateur ou animatrice d'émissions de variétés-divertissements-magazines culturels et talk-show. *Je trouve cela intéressant d'avoir pu garder la même idée et de l'avoir transformée en modifiant la formule selon le contexte [studio, plateau extérieur] et la case horaire.*

Avec la mort annoncée de la Chaîne culturelle, qui forcera l'ajout d'une douzaine d'heures d'émissions à contenu culturel sur la Première Chaîne, y aurait-il possibilité pour l'animatrice de revenir à ses anciennes amours pour la radio? *Pour le moment, il n'y a rien sur la table*, indique-t-elle. *Je suis ouverte à tout. La radio a du temps sans les contraintes des pauses publicitaires, et le contenu y est bien servi. Il y a une intimité aussi, que la télévision n'offre pas. Par contre, la télé a la visibilité, l'image, l'impact. J'aime beaucoup les deux médias.*

Bong et reclang

L'École nationale de cirque présente son spectacle annuel dans ses fabuleux nouveaux locaux

STÉPHANE
BAILLARGEON
LE DEVOIR

Bong, bong et rebong. Pendant que des leçons d'anatomie vivantes sautillaient et se tortillaient sur un trampoline, un apprenti-clown a saisi un arrosoir en métal et tapé ferme sur la caboche d'un faire-valoir. Clang et reclang. La victime a vacillé sous la force apparente du coup comique, au vu et au su de Marc Lalonde, directeur de l'École nationale de cirque (ENC). Le grand boss n'a pas bronché.

«Là, nous sommes en mode spectacle, ce qui réduit les possibilités, a-t-il commenté, hier matin, en regardant à peine ses élèves bondir et se tabasser. Normalement, on aurait aussi au même moment des fildeféristes, des gens sur le fast-track encastré dans le sol, un groupe qui ferait de l'équilibre, un vélo acrobatique, etc. En mode formation, l'École bouillonne d'activités et évite les vices de la spécialité.»

Drôle et fascinante école, s'il en est. Les élèves répètent depuis deux semaines le prochain spectacle annuel, qui sera présenté du 3 au 13 juin dans le tout nouvel édifice de l'ENC, au cœur de TOHU, la Cité des arts du cirque, à Montréal. Franchement, ce lieu seul mérite déjà une longue ovation. On se referait étudiant juste pour cet écrin de verre et de métal de la firme Lapointe, Magne et Associés. Déployé sur huit niveaux, planté à l'entrée du complexe environnemental Saint-Michel, l'édifice de 7000 mètres carrés abrite l'École nationale depuis quelques mois seulement. Auparavant, l'établissement occupait l'ancienne gare Dalhousie, dans le Vieux-Montréal, maintenant passée aux mains du Cirque Éloize.

«C'est un lieu magique et stimulant, tout à fait approprié pour une formation dans le secteur artistique, dit le directeur Lalonde. Nous avons plus d'espaces variés et adaptés, de meilleurs équipements techniques aussi. Nous avons mis l'accent sur la fonctionnalité et la qualité des lieux. Par exemple, nous n'avons pas lésiné sur les revêtements de sol, mais certains murs demeurent en béton brut.»

Lui-même dirige l'ENC depuis cinq ans. Il a donc aidé à définir le concours architectural qui a accouché de la merveille, unique au monde, ou presque. L'édifice abrite deux grands studios spécialement conçus pour le cirque — avec des dégagements de 15 mètres particulièrement appréciés des artistes aériens —, mais aussi une palestre, des studios de jeu d'acteur et de danse, un labo d'accessoires, des salles de classe pour les niveaux secondaire et collégial, une bibliothèque, une cafétéria et des services administratifs.

Les grands rectangles des studios, vitrés de deux côtés, permettent de travailler à la lumière du jour et à la vue de tous les élèves, soit plus d'une centaine de jeunes au total, dont plusieurs étrangers attirés par la réputation du centre de formation, qui n'a que deux ou trois concurrents en Occident. Les dernières auditions ont drainé plus de 150 candidats pour environ 25 places. *«Nous filtrons avant*



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les élèves répètent depuis deux semaines le prochain spectacle annuel, qui sera présenté du 3 au 13 juin dans le tout nouvel édifice de l'ENC, au cœur de TOHU, la Cité des arts du cirque, à Montréal.

l'audition elle-même, qui est très, très exigeante», ajoute le directeur.

L'institution fondée il y a plus de vingt ans réunit environ 80 formateurs, professeurs ou conseillers artistiques, dont beaucoup à temps très partiel. En toute fin de parcours, quand il figole son numéro phare, un seul élève peut recevoir l'attention de deux ou trois pros.

Le show à venir, présenté dans un espace de 20 m sur 30 m, pourra accueillir environ 400 spectateurs à la fois. Il s'intitulera 3 et rassemblera une soixantaine d'artistes en herbe, dont une dizaine de bleus, en animation périphérique, avant la représentation et à l'entracte. Les autres, dont les finissants, seront divisés en trois groupes: un premier composé uniquement de filles; un deuxième tout en testostérone; un dernier mixte. Chacun des volets de la trilogie a été confié à un metteur en scène.

Ce sera le grand test, la grande sortie pour ces jeunes qui triment

dur depuis des années. Le directeur Lalonde souhaite que certains finissants se lancent dans la création de «petites formes», comme on dit en Europe, d'autant plus que, tout à côté, le chapiteau permanent en construction de la TOHU n'attend que des propositions audacieuses pour combler sa programmation annuelle.

«Le cirque doit devenir aussi riche et varié que d'autres disciplines, dit le directeur Lalonde. Nous avons un joueur géant, une compagnie moyenne avec Éloize — qui serait d'ailleurs considérée comme une grande entreprise circassienne en Europe —, quelques petites troupes. Il nous en faut plus qui osent et qui proposent du cirque contemporain, des voix radicalement différentes. En même temps, il ne faut pas se leurrer: il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde où cette discipline est diversifiée. En y arrivant, le Québec rejoindrait la France, la Belgique et, quoi, l'Australie?»

Ce qui n'empêchera pas les dépitistes et les directeurs de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Marc Lalonde est directeur de l'École nationale de cirque depuis cinq ans.

Le milieu de la piste s'arrache les diplômées de l'institution qui ne chôment pas, point. Les plus chanceux passeront directement d'élèves à professionnels, le temps de dire bong et reclang.

MUSIQUE
à tête

21 mai

QUATUOR MOLINARI DIALOGUES À LA CHAPELLE

Analyses, discussions et extraits commentés d'œuvres pour quatuor à cordes de Béla Bartók, John Corigliano et Ana Sokolovic

Exposition: Pierre Henry
Peinture fraîche et galets anciens
Vendredi, 21 mai 2004 à 20 heures
Chapelle historique du Bon-Pasteur, 100 rue Sherbrooke Est, Montréal
Entrée libre. Renseignements: 514-527-5515 www.quatuormolinari.qc.ca

25, 26, 27, 28 et 30 mai
CONCOURS MUSICAL INTERNATIONAL DE MONTRÉAL
PIANO 2004

25 mai — INAUGURATION PUBLIQUE, Complexe Desjardins, 12 h
26, 27, 28 mai — DEMI-FINALE
Centre Pierre-Péladeau, 300 boul. de Maisonneuve, métro Berri-UQAM
30 mai — CLASSES DE MAÎTRE — CONFÉRENCE
Akiko Ebi, Michel Dalberto et Gilles Cantagrel
Salle Pollack, Université McGill
ENTRÉE LIBRE
Renseignements et horaire: (514) 845-4108 ou jeunessesmusicales.com

Pour annoncer dans ce calendrier, communiquez avec Jacques A Nadeau au 514.985.3454 ou janadeau@ledevoir.com